



FEDER
FONDS EUROPÉEN
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL
LUXEMBOURG



GUIDE DE L'UTILISATEUR

Programme opérationnel FEDER « Investissement pour la croissance et l'emploi » 2014-2020

REF: CCI 2014LU16RFOP001

VERSION 02 DU 14 MAI 2018

Fonds européen de
développement régional
19-21 boulevard Royal
L-2449 Luxembourg
Adresse postale :
L-2914 Luxembourg

T +352 247 84127
F +352 22 26 70
E feder@eco.etat.lu
www.feder.lu

Gestion assurée par
le Ministère de l'Économie,
Direction de la politique régionale



Avec le soutien de
l'Union européenne

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION	3
2. INTRODUIRE UN PROJET FEDER	6
3. GÉRER UN PROJET FEDER	33
4. OBTENIR LA SUBVENTION FEDER	51
5. CLÔTURER UN PROJET FEDER	52
6. RÉSILIATION DE LA CONVENTION FEDER	53

Abréviations

AA	Autorité d'audit
AC	Autorité de certification
AG	Autorité de gestion
CE	Commission européenne
FEDER	Fonds européen de développement régional
PO	Programme opérationnel
BF	Bénéficiaire final
TFUE	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
UE	Union européenne

1. INTRODUCTION

Le présent guide s'adresse à tous les bénéficiaires potentiels désirant participer au programme FEDER Objectif « Investissement pour la croissance et l'Emploi » 2014-2020. Il s'agit d'un guide administratif et financier expliquant l'ensemble des informations en relation avec l'exécution du programme.

En cas de renseignements supplémentaires, nous vous prions de vous adresser directement à l'Autorité de gestion FEDER du Ministère de l'Économie.

Ministère de l'Economie
Direction de la politique régionale

M. Romain WEISEN
Chargé de direction
19-21, boulevard Royal
L-2449 LUXEMBOURG

Tél: (+352) 247-84325

Fax: (+352) 22 26 70

E-mail: feder@eco.etat.lu

www.fonds-europeens.public.lu

1.1 Le Fonds Européen de Développement Régional

Le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) est un instrument financier de l'Union européenne qui favorise la réduction des disparités régionales et le développement équilibré des régions européennes en attribuant des subventions aux acteurs locaux de régions en difficulté, dans le cadre de programmes de développement établis en partenariat entre l'Union européenne, les Etats membres et les collectivités territoriales.

Créé en 1975, le FEDER, ensemble avec le Fonds Social Européen (FSE), le Fonds Européen agricole pour le développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), est l'un des quatre fonds structurels de l'Union européenne. Ils forment les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI). Dans l'ensemble, la politique de cohésion permettra d'investir jusqu'à 351,8 milliards d'euros dans les régions et villes d'Europe, ainsi que dans l'économie réelle. Elle constituera le principal outil d'investissement de l'UE pour atteindre les objectifs d'Europe 2020: créer de la croissance et des emplois, s'attaquer au changement climatique et à la dépendance énergétique et réduire la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le FEDER vise à renforcer la cohésion économique et sociale régionale en investissant dans des secteurs générateurs de croissance afin d'améliorer la compétitivité et la création d'emplois. Les investissements

du FEDER se concentrent sur plusieurs domaines prioritaires. Cette approche est appelée "concentration thématique":

- l'innovation et la recherche;
- la stratégie numérique;
- le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME);
- l'économie sobre en carbone

Les États membres et les régions élaborent leurs propres programmes opérationnels FEDER afin de répondre aux besoins réels « de terrain ». Au Luxembourg, le programme FEDER "Investissement pour la croissance et l'Emploi" 2014-2020 est géré par le Ministère de l'Economie – Direction de la politique régionale.

1.2 Le programme « Investissement pour la croissance et l'Emploi » 2014-2020

Le programme « Investissement pour la croissance et l'Emploi » vise à consolider le marché du travail et l'économie. Il s'inscrit directement dans la nouvelle politique de cohésion et met en évidence son rôle crucial dans la promotion de la croissance et de l'emploi pour favoriser la mise en œuvre de la stratégie "Europe 2020" visant cinq objectifs concrets en matière d'emploi, d'innovation, d'éducation, d'inclusion sociale, d'énergie et de lutte contre le changement climatique.

Le programme FEDER "Investissement pour la croissance et l'emploi" 2014-2020 vise à renforcer la cohérence entre les priorités d'investissement et les priorités des réformes structurelles et insiste sur la nécessité de promouvoir la croissance et l'emploi pour favoriser la mise en œuvre des objectifs de la stratégie "Europe 2020".

Au Luxembourg, le programme FEDER "Investissement pour la croissance et l'Emploi" a pour but de soutenir 2 objectifs thématiques, à savoir:

- Le renforcement de la recherche, le développement technologique et l'innovation
- La transition vers une économie à faibles émissions de CO₂

2. INTRODUIRE UN PROJET FEDER

2.1 Appel à candidatures

Pour la période 2014-2020, le Luxembourg bénéficie d'un soutien de l'Union européenne en faveur de la croissance intelligente, inclusive et durable. Ainsi, au travers du Fond européen de développement régional, le Luxembourg dispose d'une enveloppe globale de 19,5 millions euros de cofinancement communautaire au titre de l'Objectif « Investissement pour la croissance et l'Emploi ».

Le taux de cofinancement maximum prévu pour les 2 objectifs thématiques est fixé à 40% du coût total éligible. Toute dépense effectivement réalisée dans le cadre d'un projet sélectionné et payée en application du programme opérationnel est éligible à partir du 1^{er} janvier 2014. La fin d'éligibilité est fixée au 31 décembre 2023.

Le programme FEDER "Investissement pour la croissance et l'Emploi" se scinde en 2 axes prioritaires et un axe pour l'assistance technique. Chaque axe comprend un objectif thématique et plusieurs priorités d'investissement. Chaque projet, se portant candidat à un cofinancement de la part de l'Union européenne, doit répondre à l'un de ces axes prioritaires, qui se déclinent comme suit:

Axe prioritaire 1: Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation

- **Priorité d'investissement a):** améliorer les infrastructures de recherche et d'innovation (R&I) et les capacités à développer l'excellence en R&I et en faisant la promotion des centres de compétence, en particulier dans les domaines présentant un intérêt européen
- **Priorité d'investissement b):** favoriser les investissements des entreprises dans la R&I, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, en favorisant en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'éco-innovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et en soutenant des activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologies à des fins générales.

Axe prioritaire 2: Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans l'ensemble des secteurs

- **Priorité d'investissement a):** favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables
- **Priorité d'investissement c):** Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics et dans le secteur du logement
- **Priorité d'investissement e):** Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et de mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer

Axe 3: Assistance technique (réservée à l'Autorité de gestion FEDER)

Budget du programme FEDER :

Le programme est doté d'un budget global de 48,20 millions d'euros dont 19,5 millions euros de fonds FEDER (contribution communautaire). Ce montant inclut une réserve de performance représentant environ 6% de l'enveloppe totale.

Le budget est réparti sur les 2 axes prioritaires selon le plan de financement ci-dessous:

Axes prioritaires	Soutien de l'Union
Axe prioritaire 1	9.166.130.- €
Axe prioritaire 2	9.166.130.- €
Assistance technique (<i>réservée à l'AG</i>)	1.170.144.- €
Total :	19.502.403.- €

L'entièreté du territoire luxembourgeois est éligible au cofinancement communautaire.

2.2 Comment y participer

Les bénéficiaires susceptibles de participer au programme Objectif "Investissement pour la croissance et l'Emploi" 2014-2020 au sens du règlement (UE) 1301/2013 du 17 décembre 2013, devront impérativement remplir une fiche de candidature. La saisie de la fiche de candidature FEDER se fait exclusivement à travers une plateforme de gestion informatique, dont l'accès est garanti par une certification d'authentification électronique « LUXTRUST ».

Avant l'envoi de la fiche de candidature, chaque bénéficiaire devra demander un accès à la plateforme informatique auprès de l'autorité de gestion via le site Internet www.fonds-europeens.public.lu.

LUXTRUST garantit l'identité et la confidentialité sans équivoque du bénéficiaire qui se connecte à la plateforme de gestion par le biais d'une signature électronique permettant de saisir, de signer et d'envoyer la fiche de candidature directement à l'autorité de gestion.

D'une manière générale, la subvention FEDER se traduit par une aide non remboursable dont le taux s'élève à 40% du coût total éligible.

Aucune candidature n'est recevable en dehors de cette procédure.

2.3 Eligibilité des bénéficiaires

D'après l'article 2 du règlement (CE) n° 1303/2013 du 17 décembre 2013, on entend par « bénéficiaire » un organisme public ou privé chargé du lancement et de la mise en œuvre d'un projet. Dans le cadre de régimes d'aide d'État, au sens de la définition donnée au point 13 de ce même article, le terme « bénéficiaire » désigne l'organisme qui reçoit l'aide.

Ci-dessous, un listing sommaire des bénéficiaires potentiels du programme FEDER "Investissement pour la croissance et l'Emploi" 2014-2020:

- Autorités publiques : État, communes, syndicats de communes, établissements publics, centres de recherche publics
- Sociétés de développement publiques, privées, mixtes
- Entreprises et/ou groupements d'entreprises
- Associations publiques et privées
- Syndicats d'initiative
- Organisations et chambres professionnelles
- Grappes technologiques

2.4 Eligibilité des dépenses

Les règles d'éligibilité des dépenses sont établies au niveau national, sous réserve des exceptions prévues dans la réglementation européenne spécifique à chaque fonds. Elles concernent l'intégralité des dépenses déclarées au titre du programme opérationnel « Investissement pour la croissance et l'emploi » 2014-2020.

Notons que les règles d'éligibilité, ainsi que les droits et obligations des bénéficiaires seront repris dans la convention, signée par le bénéficiaire et le Ministère de l'Économie.

2.4.1 Les règles d'éligibilité communautaires:

- **Eligibilité des dépenses suivant l'article 65 du règlement (UE) n°1303/2013**

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou dans les règles spécifiques de chaque Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds ESI si elle a été engagée par un bénéficiaire et payée entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2023.
3. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds ESI si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion, que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués par le bénéficiaire.
4. Les dépenses éligibles de l'opération à cofinancer à partir des Fonds ESI sont diminuées des recettes nettes qui n'ont pas été prises en compte lors de l'approbation de l'opération et qui n'ont pas été directement générées qu'au cours de sa mise en œuvre, au plus tard lors de la demande de paiement final introduite par le bénéficiaire. Lorsque les coûts ne sont pas intégralement éligibles à un cofinancement, les recettes nettes sont allouées sur une base proportionnelle aux parties éligibles des coûts et à celles qui ne le sont pas.

Le présent paragraphe ne s'applique pas:

- a) à l'assistance technique;
- b) aux instruments financiers;
- c) à l'aide remboursable en vertu d'une obligation de remboursement complet;
- d) aux prix;
- e) aux opérations soumises aux règles en matière d'aides d'État;
- f) aux opérations pour lesquelles le soutien public prend la forme de montants forfaitaires ou de coûts unitaires normalisés, à condition qu'il soit tenu compte au préalable de la possibilité d'une recette nette;
- g) aux opérations mises en œuvre dans le cadre d'un plan d'action commun, à condition qu'il soit tenu compte au préalable de la possibilité d'une recette nette;
- h) aux opérations pour lesquelles le total des dépenses éligibles n'excède pas 50.000 EUR.

Aux fins du présent article et de l'article 61, tout paiement reçu par le bénéficiaire à titre de pénalités contractuelles résultant d'une rupture de contrat entre le bénéficiaire et des tiers ou qui a eu lieu en conséquence du retrait d'une offre par un tiers choisi conformément aux règles en matière de marchés publics (ci-après dénommé "dépôt") n'est pas considéré comme une recette et n'est pas déduit des dépenses éligibles de l'opération.

5. En cas de modification d'un programme, une dépense qui devient éligible en raison de cette modification n'est éligible qu'à partir de la date à laquelle la demande de modification est soumise à la Commission ou, en cas d'application de l'article 96, paragraphe 11, à partir de la date d'entrée en vigueur de la décision portant modification du programme.
 6. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ESI ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union, à condition que le poste de dépense mentionné dans une demande de paiement en vue de l'obtention d'un remboursement par l'un des Fonds ESI ne bénéficie pas du soutien d'un autre fonds ou instrument de l'Union, ni du soutien du même fonds au titre d'un autre programme.
- **Financement à taux forfaitaire pour les coûts indirects et les frais de personnel dans le cadre de subventions et d'aides remboursables (Article 68 du règlement (UE) n°1303/2013)**
 1. Lorsque la mise en œuvre d'une opération donne lieu à des coûts indirects, ceux-ci peuvent être calculés au moyen de l'un des taux forfaitaires suivants:
 - i. un taux forfaitaire maximal de 25% des coûts directs éligibles, sous réserve que le taux soit calculé sur la base d'une méthode de calcul juste, équitable et vérifiable ou d'une méthode appliquée au titre des régimes de subventions financés entièrement par l'État membre pour le même type d'opération et de bénéficiaire;
 - ii. un taux forfaitaire maximal de 15% des frais de personnel directs éligibles, sans que l'État membre ne soit tenu d'exécuter une méthode de calcul pour déterminer le taux applicable;
 - iii. un taux forfaitaire appliqué aux coûts directs éligibles sur la base de méthodes existantes et de taux correspondants applicables dans les politiques de l'Union pour un même type d'opération et de bénéficiaire.

Le pouvoir est conféré à la Commission d'adopter, conformément à l'article 149, des actes délégués concernant la fixation du taux forfaitaire et des méthodes y afférentes visés au premier alinéa, point c) de l'article 68 du règlement (UE) n°1303/2013.

2. Pour la détermination des frais de personnel liés à la mise en œuvre d'une opération, il est possible de calculer le taux horaire applicable en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts par 1 720 heures

- **Règles d'éligibilité spécifiques pour les subventions et les aides remboursables (Article 69 du règlement (UE) n°1303/2013)**

1. Les contributions en nature sous forme d'exécution de travaux ou de fourniture de biens, de services, de terrains et d'immeubles qui n'ont fait l'objet d'aucun paiement en numéraire attesté par des factures ou d'autres documents de valeur probante équivalente peuvent être éligibles, à condition que les règles d'éligibilité des Fonds ESI et du programme le permettent et que l'ensemble des conditions suivantes soient remplies:

- a) l'aide publique versée à l'opération comprenant des apports en nature ne dépasse pas le montant total des dépenses éligibles, hors apports en nature, tel qu'il est établi au terme de l'opération;
- b) la valeur attribuée aux contributions en nature ne dépasse pas les coûts généralement admis sur le marché concerné;
- c) la valeur et la mise en œuvre de la contribution peuvent faire l'objet d'une appréciation et d'une vérification indépendantes;
- d) en cas de fourniture de terrains ou d'immeubles, un paiement en numéraire aux fins d'un contrat de location d'un montant nominal annuel ne dépassant pas une unité monétaire de l'État membre peut être effectué;
- e) en cas de contribution en nature sous forme de travail non rémunéré, la valeur de ce travail est déterminée sur la base du temps de travail vérifié et de la rémunération applicable à un travail équivalent.

La valeur des terrains ou des immeubles visés au premier alinéa, point d) du présent paragraphe est certifiée par un expert qualifié indépendant ou par un organisme officiel dûment autorisé et ne dépasse pas la limite fixée au paragraphe 3, point b)

2. Les coûts d'amortissement peuvent être considérés comme éligibles lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- a) les règles d'éligibilité du programme le permettent;
- b) le montant de la dépense est dûment justifié par des pièces justificatives ayant une valeur probante équivalant à celle de factures lorsqu'il s'agit d'un remboursement visé à l'article 67, paragraphe 1, premier alinéa, point a);
- c) les coûts se rapportent exclusivement à la période durant laquelle l'opération est soutenue;
- d) des subventions publiques n'ont pas contribué à l'acquisition des actifs amortis.

3. Les coûts suivants ne sont pas éligibles à une contribution des Fonds ESI:

- a) les intérêts débiteurs, sauf en ce qui concerne des subventions accordées sous la forme de bonifications d'intérêts ou de contributions aux primes de garantie;
- b) l'achat de terrains non bâtis et de terrains bâtis pour un montant supérieur à 10% des dépenses totales éligibles de l'opération concernée. Pour les sites abandonnés ou ceux anciennement à usage industriel qui contiennent des bâtiments, cette limite est relevée à 15%; dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, un pourcentage plus élevé que

celui susmentionné peut être autorisé pour des opérations concernant la protection de l'environnement ;

c) la taxe sur la valeur ajoutée, à moins qu'elle ne soit pas récupérable en vertu de la législation nationale relative à la TVA.

- **Eligibilité des opérations en fonction de la localisation (Article 70 du règlement (UE) 1303/2013)**

1. Les opérations soutenues par les Fonds ESI sont réalisées, sous réserve des dérogations prévues aux paragraphes 2 et 3 et des règles spécifiques des Fonds, dans la zone couverte par le programme au titre duquel elles sont soutenues située dans la zone du programme.
2. L'autorité de gestion peut accepter qu'une opération soit mise en œuvre en dehors de la zone couverte par le programme, mais au sein de l'Union, à condition que l'ensemble des conditions suivantes soient remplies:
 - a) l'opération bénéficie à la zone couverte par le programme;
 - b) le montant total alloué au titre du programme aux opérations réalisées en dehors de la zone couverte par le programme ne dépasse pas 15% du soutien accordé par le FEDER au niveau du programme ;
 - c) le comité de suivi a marqué son accord sur l'opération ou les types d'opérations concernés;
 - d) les obligations des autorités relatives au programme pour ce qui est de la gestion, du contrôle et de l'audit de l'opération sont remplies par les autorités responsables du programme au titre duquel cette opération est soutenue, ou celles-ci concluent des accords avec les autorités de la zone dans laquelle l'opération est réalisée.
3. En ce qui concerne les opérations portant sur des activités d'assistance technique ou de promotion, les dépenses peuvent être effectuées en dehors de l'Union pourvu que la condition énoncée au paragraphe 2, point a), et les obligations en matière de gestion, de contrôle et d'audit de l'opération soient remplies.

- **Traitement comptable des recettes suivant l'article 61 du règlement (UE) n°1303/2013**

1. On entend par «opération générant des recettes nettes» des entrées de trésorerie provenant directement des utilisateurs pour les biens ou services fournis par l'opération, telles que les redevances directement supportées par les utilisateurs pour l'utilisation des infrastructures, la vente ou la location de terrains ou de bâtiments, ou les paiements effectués en contrepartie de services, déduction faite des frais d'exploitation et des coûts de remplacement du matériel à faible durée de vie qui sont supportés au cours de la période correspondante. Les économies de frais d'exploitation générées par l'opération sont traitées comme des recettes nettes, à moins qu'elles ne soient compensées par une réduction de même valeur des subventions aux frais d'exploitation.

Lorsque le coût d'investissement n'est pas intégralement éligible à un cofinancement, les recettes nettes sont allouées sur une base proportionnelle aux parties éligibles du coût d'investissement et à celles qui ne le sont pas.

2. Les dépenses éligibles de l'opération à cofinancer à partir des Fonds sont réduites au préalable compte tenu du potentiel de l'opération en termes de génération de recettes nettes sur une période de référence donnée qui couvre à la fois la mise en œuvre de l'opération et la période après son achèvement.
3. Les recettes nettes potentielles de l'opération sont déterminées à l'avance au moyen de l'une des méthodes ci-après, choisie par l'autorité de gestion d'un secteur, d'un sous-secteur ou d'un type d'opération:
 - a) en appliquant un taux forfaitaire de recettes nettes au secteur ou au sous-secteur de l'opération conformément à ce qui est défini à l'annexe V ou dans l'un quelconque des actes délégués visés aux premier, troisième et quatrième alinéas.
 - b) en calculant les recettes nettes actualisées de l'opération, en tenant compte de la période de référence appropriée au secteur ou au sous-secteur de l'opération, de la rentabilité normalement escomptée pour la catégorie d'investissement concernée, de l'application du principe du pollueur-payeur et, s'il y a lieu, de considérations d'équité liées à la prospérité relative de l'État membre ou de la région en question.

La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 149 en ce qui concerne les ajustements techniques aux taux forfaitaires fixés à l'annexe V, eu égard aux données historiques et aux possibilités de recouvrement des coûts, ainsi qu'au principe du pollueur-payeur, le cas échéant.

La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 149 en ce qui concerne la fixation des taux forfaitaires applicables aux secteurs ou aux sous-secteurs dans les domaines des TIC, de la RDI ainsi que de l'efficacité énergétique. La Commission notifie ces actes délégués au Parlement européen et au Conseil au plus tard le 30 juin 2015.

En outre, la Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 149 en ce qui concerne l'ajout de secteurs ou de sous-secteurs, y compris de sous-secteurs pour

les secteurs à l'annexe V, relevant des objectifs thématiques définis au premier alinéa de l'article 9 et soutenus par les Fonds ESI.

Lorsque la méthode visée au point a) du premier alinéa est appliquée, toutes les recettes nettes générées par une opération au cours de sa mise en œuvre et après son achèvement sont considérées comme étant prises en compte par l'application du taux forfaitaire et ne sont donc pas déduites des dépenses éligibles de l'opération par la suite.

Lorsqu'un taux forfaitaire a été fixé pour un nouveau secteur ou sous-secteur à la suite de l'adoption d'un acte délégué conformément aux troisième et quatrième alinéas, une autorité de gestion peut choisir d'appliquer la méthode visée au point a) du premier alinéa pour les nouvelles opérations portant sur le secteur ou le sous-secteur concerné.

La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 149 en ce qui concerne l'établissement de la méthode visée au premier alinéa, point b). Lorsque cette méthode est appliquée, les recettes nettes générées par une opération au cours de sa mise en œuvre et provenant de sources de recettes non prises en compte lors du calcul des recettes nettes potentielles de l'opération, sont déduites des dépenses éligibles de l'opération, au plus tard lors de la demande de paiement final introduite par le bénéficiaire.

4. La méthode par laquelle les recettes nettes sont déduites des dépenses de l'opération incluses dans la demande de paiement soumise à la Commission doit être établie conformément aux règles nationales.
5. En lieu et place de l'application des méthodes visées au paragraphe 3, le taux de cofinancement maximal visé à l'article 60, paragraphe 1, peut, à la demande d'un État membre, être réduit au moment de l'adoption d'un programme relevant d'une priorité dans le cadre de laquelle toutes les opérations devant être soutenues pourraient appliquer un taux forfaitaire uniforme conformément au paragraphe 3, premier alinéa, point a). La réduction ne peut être inférieure au montant calculé en multipliant le taux de cofinancement maximal de l'Union applicable en vertu des règles spécifiques des Fonds, par le taux forfaitaire pertinent visé au paragraphe 3, premier alinéa, point a).

Lorsque la méthode visée au premier alinéa est appliquée, toutes les recettes nettes générées par une opération au cours de sa mise en œuvre et après son achèvement sont considérées comme étant prises en compte par l'application du taux de cofinancement réduit et ne sont donc pas déduites des dépenses éligibles de l'opération par la suite.

6. Lorsqu'il n'est objectivement pas possible d'estimer les recettes au préalable conformément aux méthodes prévues au paragraphe 3 ou 5, les recettes nettes générées au cours des trois années suivant l'achèvement d'une opération ou au plus tard à la date limite pour la remise des documents pour la clôture du programme fixée dans les règles spécifiques des Fonds, si cette date est antérieure, sont déduites des dépenses déclarées à la Commission.

7. Les paragraphes 1 à 6 ne s'appliquent pas:

- a) aux opérations dont le coût total éligible avant l'application des paragraphes 1 à 6 ne dépasse pas 1.000.000 EUR ;
- b) à l'aide remboursable en vertu d'une obligation de remboursement complet et aux prix ;
- c) à l'assistance technique;
- d) au soutien destiné à des instruments financiers ou provenant de ceux-ci ;
- e) aux opérations pour lesquelles l'aide publique prend la forme de montants forfaitaires ou de barèmes standard de coûts unitaires ;
- f) aux opérations mises en œuvre dans le cadre d'un plan d'action commun.

Nonobstant le premier alinéa, point a), du présent paragraphe, un État membre a la possibilité, lorsqu'il applique le paragraphe 5, d'inclure dans la priorité ou la mesure concernée les opérations dont le coût total éligible avant l'application des paragraphes 1 à 6 ne dépasse pas 1.000.000 EUR.

8. En outre, les paragraphes 1 à 6 ne s'appliquent pas aux opérations pour lesquelles le soutien apporté au titre du programme constitue:

- a) une aide de minimis;
- b) une aide d'État compatible en faveur des PME, lorsqu'une limite s'applique à l'intensité ou au montant de l'aide d'État;
- c) une aide d'État compatible, lorsqu'une vérification individuelle des besoins de financement a eu lieu conformément aux règles applicables en matière d'aides d'État.

Sans préjudice du premier alinéa, une autorité de gestion peut appliquer les dispositions des paragraphes 1 à 6 aux opérations qui relèvent du premier alinéa, points a) à c) du présent paragraphe lorsque les règles nationales le prévoient.

2.4.2 Les règles d'éligibilité nationales:

En principe, les dépenses non régies par les règles d'éligibilité communautaires sont sujettes aux règles nationales. Les règles suivantes sont d'application:

I. Dépenses effectivement encourues

1. PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LES BÉNÉFICIAIRES FINALS

1.1. Les paiements effectués par les bénéficiaires finals sont des paiements en numéraire.

1.2. On entend par « paiements effectués par les bénéficiaires finals » les paiements effectués par les organismes ou les entreprises publics ou privés qui correspondent aux catégories définies dans le manuel de gestion et de contrôle relatif au programme opérationnel Objectif « Investissement pour la Croissance et l'Emploi » 2014-2020 et qui sont directement responsables de la commande de l'opération spécifique.

1.3. Les frais d'amortissement, les contributions en nature et les frais généraux peuvent également être inclus dans les paiements visés au point 1.1. Cependant, la participation des Fonds structurels au financement d'une opération n'excède pas la dépense éligible totale, à l'exclusion des contributions en nature, à la fin de l'opération.

1.4. Le coût relatif à l'amortissement de biens immeubles ou de biens d'équipement qui sont directement liés aux objectifs de l'opération est une dépense éligible si les conditions suivantes sont remplies:

- a) les subventions nationales ou communautaires n'ont pas contribué à l'achat de ces biens immeubles ou d'équipement;
- b) il est calculé conformément aux règles de comptabilité pertinentes, et
- c) il se rapporte exclusivement à la période de cofinancement de l'opération concernée.

1.5. Les contributions en nature sont une dépense éligible si les conditions suivantes sont remplies:

- a) elles correspondent à l'apport de terrains ou de biens immeubles, de biens d'équipement ou de matériaux, d'une activité de recherche ou professionnelle ou d'un travail bénévole;
- b) leur valeur peut faire l'objet d'une appréciation et d'un contrôle à titre indépendant;
- c) en cas d'apport de terrains ou de biens immeubles, la valeur est certifiée par un expert indépendant qualifié ou un organisme officiel agréé;
- d) en cas de bénévolat, la valeur du travail est déterminée en tenant compte du temps consacré et du taux horaire et journalier normal pour le travail accompli;
- e) dans le cas de contributions en nature, le cofinancement des Fonds n'excède pas le total des dépenses éligibles en excluant la valeur de ces contributions.

1.6. Les frais généraux sont une dépense éligible à condition qu'ils soient basés sur des coûts réels liés à la mise en œuvre de l'opération cofinancée par les Fonds structurels et qu'ils soient affectés au prorata à l'opération selon une méthode équitable et dûment justifiée.

1.7. Le cas échéant, l'autorité de gestion peut appliquer des règles nationales plus strictes pour déterminer les dépenses éligibles au titre des points 1.5 et 1.6.

2. JUSTIFICATION DES DÉPENSES

2.1. En règle générale, les paiements effectués par les bénéficiaires finals et déclarés au titre des paiements intermédiaires et de solde sont accompagnés des factures acquittées. Si cela se révèle impossible, ces paiements sont accompagnés de pièces comptables de valeur probante équivalente.

2.2. En outre, lorsque les actions sont mises en œuvre dans le cadre de procédures relevant des marchés publics, les paiements effectués par les bénéficiaires finals et déclarés au titre des paiements intermédiaires et de solde doivent être justifiés par des factures acquittées émises conformément aux clauses des contrats signés. Dans tous les autres cas, y compris l'octroi de subventions publiques, les paiements effectués par les bénéficiaires finals et déclarés au titre des paiements intermédiaires et de solde doivent être justifiés par les dépenses effectivement payées (y compris celles visées au point 1.3), par les organismes ou les entreprises publiques ou privées concernés dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération.

3. SOUS-TRAITANCE

3.1. Les dépenses relatives aux contrats de sous-traitance suivants sont inéligibles au cofinancement des Fonds structurels:

a) les contrats de sous-traitance qui donnent lieu à une augmentation du coût d'exécution de l'opération sans y apporter une valeur ajoutée en proportion;

b) les contrats de sous-traitance conclus avec des intermédiaires ou des consultants, en vertu desquels le paiement est défini en pourcentage du coût total de l'opération, à moins qu'un tel paiement ne soit justifié par le bénéficiaire final, en référence à la valeur réelle des travaux ou des services fournis.

3.2. Pour tous les contrats de sous-traitance, les sous-traitants s'engagent à fournir aux organismes d'audit et de contrôle toutes les informations nécessaires concernant les activités de sous-traitance.

II. Frais financiers, judiciaires et autres

1. FRAIS FINANCIERS

Les intérêts débiteurs (autres que les bonifications d'intérêts visant à réduire le coût d'emprunt pour les entreprises dans le cadre d'un régime d'aides d'État autorisé), les agios, les frais de change et les autres frais purement financiers ne sont pas éligibles au cofinancement des Fonds structurels.

2. FRAIS BANCAIRES LIÉS AUX COMPTES

Lorsque le cofinancement des Fonds structurels nécessite l'ouverture d'un ou plusieurs comptes séparés pour la mise en œuvre d'une opération, les frais bancaires relatifs à l'ouverture et à la gestion du compte sont éligibles.

3. FRAIS DE CONSEIL JURIDIQUE, FRAIS DE NOTAIRE, FRAIS D'EXPERTISE TECHNIQUE OU FINANCIÈRE ET FRAIS DE COMPTABILITÉ OU D'AUDIT

Ces coûts sont éligibles s'ils sont directement liés à l'opération et s'ils sont nécessaires pour sa préparation ou sa mise en œuvre ou, en ce qui concerne les frais de comptabilité ou d'audit, s'ils relèvent des exigences fixées par l'autorité de gestion.

4. COÛTS DES GARANTIES FOURNIES PAR UNE BANQUE OU UN AUTRE ORGANISME FINANCIER

Ces coûts sont éligibles dans la mesure où les garanties sont requises par la législation nationale ou communautaire ou dans la décision de la Commission portant approbation de l'intervention.

5. AMENDES, PÉNALITÉS FINANCIÈRES ET FRAIS DE CONTENTIEUX

Ces dépenses ne sont pas éligibles.

III. Achat de matériel d'occasion

Les coûts relatifs à l'achat de matériel d'occasion sont éligibles au cofinancement des Fonds structurels si les trois conditions suivantes sont remplies:

- a) le vendeur du matériel fournit une déclaration attestant son origine et confirmant que, à aucun moment, au cours des sept dernières années, le matériel n'a été acquis au moyen d'une aide nationale ou communautaire;
- b) le prix du matériel d'occasion ne doit pas excéder sa valeur sur le marché et doit être inférieur au coût de matériel similaire à l'état neuf, et
- c) le matériel doit avoir les caractéristiques techniques requises pour l'opération et être conforme aux normes applicables.

IV. Achat de biens immeubles

1. RÈGLE GÉNÉRALE

Le coût de l'achat de biens immeubles, c'est-à-dire de bâtiments déjà construits et des terrains sur lesquels ils reposent, est éligible au cofinancement des Fonds structurels s'il existe un lien direct entre l'achat et les objectifs de l'opération concernée dans le respect des conditions énumérées au point 2, sans préjudice de l'application de règles nationales plus strictes.

2. CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

2.1. Une certification doit être obtenue auprès d'un expert qualifié indépendant ou d'un organisme officiel agréé confirmant que le prix d'achat n'est pas supérieur à la valeur marchande. En outre, cette certification atteste que le bâtiment est conforme à la législation nationale ou précise les aspects qui ne sont pas conformes et pour lesquels une rectification est prévue par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération.

2.2. Le bâtiment ne doit pas avoir fait l'objet au cours des dix dernières années d'une subvention nationale ou communautaire qui donnerait lieu à une aide double en cas de cofinancement de l'achat par les Fonds structurels.

2.3. Le bien immobilier est affecté à la destination décidée par l'autorité de gestion et pour la période que celle-ci prévoit.

2.4. Le bâtiment ne peut être utilisé que conformément aux objectifs de l'opération. Il ne peut notamment abriter des services de l'administration publique que si cet usage est conforme aux activités éligibles du Fonds structurel concerné.

V. Impôts, taxes et charges

Les impôts, taxes ou charges (notamment impôts directs, charges sociales sur les salaires et traitements) qui découlent du cofinancement par les Fonds structurels ne constituent pas une dépense éligible, sauf s'ils sont supportés réellement et définitivement par le bénéficiaire final ou le destinataire ultime.

VI. Crédit-bail

1. RÈGLE GÉNÉRALE

Les dépenses exposées dans le cadre des opérations de crédit-bail sont éligibles au cofinancement des Fonds structurels dans les conditions fixées aux points 2, 3 et 4.

2. AIDE OCTROYÉE AU BAILLEUR

2.1. Le bailleur est le bénéficiaire direct du cofinancement communautaire qui est utilisé pour réduire les loyers versés par le preneur pour les biens faisant l'objet du contrat de crédit-bail.

2.2. Les contrats de crédit-bail bénéficiant d'un concours communautaire doivent comporter une clause de rachat ou prévoir une période de bail minimale équivalente à la durée de vie utile du bien faisant l'objet du contrat.

2.3. En cas de fin de contrat anticipée qui n'aurait pas été approuvée par les autorités compétentes, le bailleur s'engage à rembourser aux autorités nationales concernées (pour le compte du fonds concerné) la part de la subvention communautaire correspondant à la période de bail restant à courir.

2.4. L'achat du bien par le bailleur, justifié par une facture acquittée ou une pièce comptable de valeur probante équivalente, constitue la dépense éligible au cofinancement. Le montant maximal éligible au cofinancement communautaire ne doit pas dépasser la valeur marchande du bien loué.

2.5. Les coûts autres que les dépenses visées au point 2.4 et liés notamment au contrat de crédit-bail (taxe, marge du bailleur, coûts de refinancement, frais généraux, frais d'assurance) sont exclus des dépenses éligibles.

2.6. L'aide communautaire versée au bailleur doit être utilisée intégralement au profit du preneur par la voie d'une réduction uniforme du montant de tous les loyers sur la période de bail.

2.7. Le bailleur doit apporter la preuve que la subvention communautaire sera transférée intégralement au preneur en établissant une ventilation des loyers ou en appliquant une méthode alternative fournissant une assurance équivalente.

2.8. Les coûts visés au point 2.5, l'utilisation des bénéfices fiscaux résultant de l'opération de crédit-bail et les autres conditions du contrat sont équivalents à ceux qui sont applicables en l'absence d'une intervention financière de la Communauté.

3. AIDE OCTROYÉE AU PRENEUR

3.1. Le preneur est le bénéficiaire direct du cofinancement communautaire.

3.2. Les loyers versés au bailleur par le preneur, accompagnés d'une facture acquittée ou d'une pièce comptable de valeur probante équivalente, constituent une dépense éligible au cofinancement.

3.3. En cas de contrat de crédit-bail contenant une clause de rachat ou prévoyant une période de bail minimale équivalente à la durée de vie utile du bien faisant l'objet du contrat, le montant maximal éligible au cofinancement communautaire ne doit pas dépasser la valeur marchande du bien loué. Les autres coûts liés au contrat de bail (taxes, marge du bailleur, coûts de refinancement, frais généraux, coûts d'assurance, etc.) sont exclus des dépenses éligibles.

3.4. L'aide communautaire liée aux contrats de crédit-bail visés au point 3.3 est versée au preneur en une ou plusieurs tranches selon les loyers effectivement payés. Lorsque la durée du contrat de crédit-bail dépasse la date finale prévue pour la prise en compte des paiements au titre de l'aide communautaire, seules les dépenses liées aux loyers dus et payés par le preneur jusqu'à la date finale de paiement au titre de l'aide peuvent être considérées comme éligibles.

3.5. En cas de contrat de crédit-bail ne contenant pas de clause de rachat et dont la durée est inférieure à la période correspondant à la durée de vie utile du bien faisant l'objet du contrat, les loyers sont éligibles au cofinancement communautaire proportionnellement à la période de l'opération éligible. Cependant, le preneur doit être en mesure de prouver que le crédit-bail était la méthode la plus rentable pour obtenir la jouissance du bien. S'il s'avère que les coûts auraient été inférieurs en cas de recours à une méthode alternative (location d'équipements par exemple), les frais additionnels sont à déduire des dépenses éligibles.

3.6. Les États membres peuvent appliquer des règles nationales plus strictes pour déterminer les dépenses éligibles au titre des points 3.1 à 3.5.

4. VENTE ET CESSION-BAIL

Les loyers versés par un preneur dans le cadre d'un régime de vente et de cession-bail peuvent être considérés comme des dépenses éligibles en vertu des règles définies au point 3. Les frais d'acquisition du bien ne sont pas éligibles au cofinancement communautaire.

VII. Coûts exposés dans le cadre de la gestion et de la mise en oeuvre des Fonds structurels

1. RÈGLE GÉNÉRALE

Les coûts exposés par l'Etat membre pour la gestion, la mise en œuvre, le suivi et le contrôle des Fonds structurels sont éligibles au cofinancement dans les conditions suivantes:

- les dépenses liées à la préparation, à la sélection, à l'appréciation, et au suivi de l'aide et des opérations (y compris les études, les séminaires, les actions d'information, l'évaluation, l'acquisition et la mise en place des systèmes informatisés de gestion, de suivi et d'évaluation);
- les dépenses exposées pour les réunions des comités et sous-comités de suivi concernant la mise en œuvre de l'aide. Ces dépenses peuvent aussi comporter les coûts liés aux interventions d'experts et d'autres participants à ces comités, y compris de participants provenant de pays tiers, si le président de ces comités juge leur présence essentielle à la mise en œuvre effective de l'aide;
- les dépenses liées aux audits et aux contrôles sur place des opérations;
- les dépenses relevant de l'assistance technique.

La contribution des Fonds structurels aux dépenses énumérées ci-dessus est limitée à 6% du montant total alloué au titre de l'Objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » 2014-2020. (Articles 59 et 119 du règlement (UE) n°1303/2013)

2. DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LIÉES À L'EXÉCUTION DES OPÉRATIONS

Les dépenses suivantes des administrations publiques sont éligibles au cofinancement en dehors de l'assistance technique si elles sont liées à l'exécution d'une opération, à condition qu'elles ne découlent pas des responsabilités statutaires de l'autorité publique ou des tâches de gestion quotidienne, de suivi et de contrôle de l'autorité:

- a) les coûts liés aux services rendus par un organisme relevant du service public dans la mise en œuvre d'une opération. Les coûts doivent être soit facturés au bénéficiaire final (public ou privé), soit certifiés sur la base de pièces de valeur probante équivalente permettant l'identification des coûts réels payés par le service public concerné pour l'exécution de cette opération;
- b) les coûts liés à la mise en œuvre d'une opération, comportant les dépenses relatives à la fourniture de services exposées par un organisme public qui est lui-même le bénéficiaire final et qui exécute une opération pour son propre compte sans faire appel à des ingénieurs externes ou à d'autres entreprises. Les coûts visés doivent être liés aux dépenses effectivement et directement payées pour l'opération cofinancée et doivent être certifiés au moyen de pièces permettant l'identification des coûts réels payés par le service public concerné pour l'exécution de cette opération.
- c) les coûts liés aux rémunérations des fonctionnaires, agents publics et employés affectés temporairement par décision formelle de l'autorité compétente pour l'exécution des tâches de gestion et de la mise en œuvre des Fonds structurels (y compris les cotisations de sécurité sociale).

2.5 Sélection du projet (critères de sélection)

Les fiches de candidature reçues sont soumises à un Comité de sélection, composé de l'Autorité de gestion FEDER et de représentants de plusieurs ministères techniques. L'AG peut réaliser une analyse technique portant sur les candidatures soumises à sélection. Elle peut aussi faire appel à des experts pour les domaines d'action ciblés par la candidature.

Les membres du Comité de sélection émettent une proposition de sélection quant aux opérations à cofinancer. Le Ministre de l'Économie prend la décision finale du cofinancement des projets avisés. Le comité de sélection est institué et ses membres sont nommés par le Ministre ayant l'économie dans ses attributions.

Le Comité de sélection sélectionne les opérations sur base de la fiche de candidature qui respecte tous les critères et obligations applicables en la matière et suivant des règles non discriminatoires et transparentes ainsi qu'en respect des critères d'éligibilité et de sélection déterminés ci-dessous.

Le Comité de sélection peut demander des informations complémentaires au bénéficiaire ayant introduit une candidature. Il peut aussi demander un avis à tout expert externe lorsqu'il le juge opportun. Ces experts peuvent, le cas échéant, participer aux réunions du comité. Le Comité de sélection peut proposer au bénéficiaire concerné des modifications de la candidature déposée avant une décision finale sur la sélection de celle-ci.

2.5.1 Les critères d'éligibilité

Chaque opération doit respecter au minimum les critères d'éligibilité, afin de satisfaire aux exigences européennes et aux conditions du programme opérationnel FEDER.

Les critères d'éligibilité sont les suivants :

- La concordance de l'opération avec les priorités d'investissement, les objectifs spécifiques et les indicateurs de résultat et de réalisation définis dans le PO ;
- La durée de la période d'éligibilité (01.01.2014 – 31.12.2023) ;
- L'efficacité budgétaire/financière de l'opération compte tenu des résultats escomptés ;
- La disponibilité du budget FEDER par axe prioritaire et priorité d'investissement ;
- La capacité administrative, financière et opérationnelle du bénéficiaire potentiel à assurer la bonne gestion du projet ;
- L'éligibilité des dépenses ;
- L'éligibilité géographique (territoire national) ;
- Le respect des principes communautaires horizontaux :
 - Développement durable (protection de l'environnement, l'utilisation rationnelle des ressources, prévention et la gestion des risques) ;
 - Égalité des chances et non-discrimination ;
 - Égalité entre les hommes et les femmes.

2.5.2 Les critères de sélection

Lors de la sélection des projets, l'autorité de gestion en association avec le Comité de sélection, veilleront à choisir des projets dont l'effet de levier est en ligne avec le PNR, la stratégie « *Europe 2020* » ainsi qu'avec les objectifs spécifiques, les indicateurs de réalisation et de résultat et le cadre de performance du présent PO.

Chaque projet devra obligatoirement respecter les politiques communautaires horizontales ainsi que les règles d'éligibilité nationales et européennes arrêtées par l'article 65 du règlement (UE) n°1303/2013.

En cas d'avis positif du Comité de sélection et en cas d'accord par le Ministre de l'Economie, le projet fera l'objet d'une convention entre l'autorité de gestion et le bénéficiaire.

Les critères de sélection de l'axe prioritaire 1 sont les suivants:

Priorité d'investissement a) : en améliorant les infrastructures de R&I et les capacités à développer l'excellence en R&I, et en faisant la promotion des centres de compétence, en particulier dans les domaines présentant un intérêt européen

Objectif spécifique à respecter : Augmenter le nombre d'emplois dans la recherche public.

Indicateur de réalisation à respecter :

- Projet visant à augmenter le nombre de chercheurs travaillant dans des structures de recherche améliorées.

Critères de sélection :

- Projet favorisant la création et le développement d'infrastructures permettant de développer et/ou de renforcer les capacités de R&D et soutenant la création d'emplois de travailleurs R&D et de chercheurs (hommes/femmes) ;
- Projet visant à créer et à développer des capacités physiques de R&D s'inscrivant, de préférence, dans le cadre des projets « *Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation* » et « *Université du Luxembourg* » (équipements, installations et réseaux techniques et informatiques) ;
- Projet visant à améliorer l'équipement en RDT dans les CRP et autres organismes de recherche ;
- Projet contribuant à la mise en œuvre du PNR et des initiatives et programmes soutenus au niveau national, notamment par le Fonds National de la Recherche ;
- Projet visant à encourager l'extension et la modernisation des capacités et le développement des infrastructures des organismes de recherche publics dans un nombre limité de domaines de pointe issus de la « *Strategy for Smart Specialisation* » :
 - Télécommunications et média (TIC)
 - Compréhension des écosystèmes, écotecnologies
 - Utilisation et sources naturelles durables d'énergie, efficacité énergétique et énergies renouvelables
 - Gestion durable des agro-systèmes
 - Développement spatial et urbain
 - Nouveaux capteurs
 - Santé publique (*Biotech, Life Sciences*) et biotechnologies
 - Matériaux et surfaces fonctionnelles et intelligentes
 - Procédés de production (*p.ex. : technologies laser*) et robotics
 - Secteur de la logistique et automobiles
- Projet s'inscrivant dans la construction, la modernisation et la transformation des infrastructures lors de la fusion des 2 CRP Henri Tudor et Gabriel Lippmann – notamment la création d'un centre d'excellence en matériaux avancés et nanotechnologies ;
- Projet soutenant l'installation et l'implémentation des laboratoires du CEPS/Instead dans les nouveaux locaux de l'Université du Luxembourg à Esch/Belval.

Priorité d'investissement b) : en favorisant les investissements des entreprises dans la R&I, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, en favorisant en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'éco-innovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et en soutenant des activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologie à des fins générales

Objectif spécifique à respecter : Augmenter le nombre de PME nouvellement impliquées dans la RDI.

Indicateur de réalisation à respecter :

- Projet visant à augmenter le nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien pour lancer des produits nouveaux pour l'entreprise ; **et/ou**
- Projet visant à augmenter le nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche.

Critères de sélection :

- Projet contribuant à la mise en œuvre du PNR et des initiatives et programmes soutenus au niveau national, notamment par le Fonds National de la Recherche ;
- Projet visant à augmenter le nombre de PME nouvellement impliquées dans la RDI ;
- Projet visant à renforcer la coopération entre les PME, ces dernières et d'autres entreprises, l'Université du Luxembourg, les CRP et/ou l'agence Luxinnovation ;
- Projet promouvant la propriété intellectuelle ;
- Projet de recherche public s'inscrivant dans les domaines prioritaires issus de la « Strategy for Smart Specialisation » :
 - o Télécommunications et média (TIC)
 - o Compréhension des écosystèmes, écotecnologies
 - o Utilisation et sources naturelles durables d'énergie, efficacité énergétique et énergies renouvelables
 - o Gestion durable des agro-systèmes
 - o Développement spatial et urbain
 - o Nouveaux capteurs
 - o Santé publique (Biotech, Life Sciences) et biotechnologies
 - o Matériaux et surfaces fonctionnelles et intelligentes
 - o Procédés de production (p.ex. : technologies laser) et robotics
 - o Secteur de la logistique et automobiles
- Projet visant à promouvoir des stratégies et procédures innovantes pour améliorer l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable dans les entreprises ;
- Projets R&D visant à améliorer les technologies à faibles émissions de CO₂ et/ou à réduire les émissions de CO₂ ;
- Projet visant à soutenir l'Agence nationale pour la promotion de la recherche et de l'innovation, dans les domaines suivants : création de partenariats publics-privés impliquant PME, l'Université du Luxembourg ou les CRP ; internationalisation ; promotion des programmes européens ESA,

Horizon 2020, FP7 et CIP ; valorisation et sensibilisation aux thématiques de la R&D et stimulation de l'innovation pour le secteur privé ;

- Projet soutenant la création d'emplois de travailleurs R&D et de chercheurs (hommes/femmes) ;
- Projet visant à développer des pôles d'excellence et grappes technologiques (clusters) dans les domaines prioritaires du développement économique national et de la « 3S » ;
- Projet visant à développer un environnement propice à l'essor de l'emploi scientifique et technologique – Programme « Aides à la formation Recherche » du FNR ;
- Projet visant à soutenir la loi nationale sur la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation du 5 juin 2009, ses amendements et prolongations ultérieures ; particulièrement l'investissement dans des « pôles d'innovation » et l'alimentation du « Fonds de l'innovation », soutenus par le FNR, Luxinnovation et le Ministère de l'Economie.

Les critères de sélection de l'axe prioritaire 2 sont, selon les priorités d'investissement soutenues, les suivants :

Priorité d'investissement a) : en favorisant la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables

Objectif spécifique à respecter : Augmenter la production d'énergie de sources renouvelables, particulièrement par le biais de la biomasse, sur le territoire national.

Indicateur de réalisation à respecter :

- Projet visant à augmenter la capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables ;
- Projet visant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

Critères de sélection :

- Le projet participe à la mise en œuvre du PNR et de tout autre plan national ou international (*protocole de Kyoto ou stratégie Europe 2020*) dans le domaine des émissions CO₂ ;
- Projet prenant en compte le développement durable et/ou la protection de l'environnement dans les critères d'attribution du marché ;
- Projet visant à développer des énergies renouvelables sur le territoire national par le biais de la production d'électricité et de chaleur/froid à partir de sources renouvelables (*notamment la biomasse*) ainsi que par le recours aux pompes à chaleur géothermique ;
- Projet visant la mise en place d'installations de production de biogaz injectant du biogaz dans les réseaux de gaz naturel au Luxembourg ;
- Projet visant à valoriser le potentiel des sources d'énergie renouvelables (*bois*) en provenance des forêts publiques et privées ;
- Projet visant à promouvoir les technologies et les actions ayant pour objectif d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables et de technologies énergétiquement efficaces dans le secteur domestique ;
- Projet privilégiant les sources d'énergie renouvelables (production et/ou distribution).

Priorité d'investissement c) : en soutenant l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics, et dans le secteur du logement

Objectif spécifique 1 à respecter : Améliorer le classement en matière de consommation énergétique des bâtiments publics sur le territoire luxembourgeois.

Indicateur de réalisation 1 à respecter :

- Projet visant à diminuer la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics ;
- Projet visant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

Critères de sélection 1 :

- Le projet participe à la mise en œuvre du PNR et de tout autre plan national ou international (*protocole de Kyoto ou stratégie Europe 2020*) dans le domaine des émissions CO₂ ;
- Projet visant à améliorer le classement en matière de consommation énergétique des bâtiments publics ;
- Projet visant à augmenter l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables dans les bâtiments publics ;
- Projet visant la réhabilitation/rénovation et l'assainissement énergétique des bâtiments publics par l'Administration des Bâtiments Publics – Division de la Gestion du Patrimoine et les communes ;
- Projet prenant en compte le développement durable et/ou la protection de l'environnement dans les critères d'attribution du marché.

Objectif spécifique 2 à respecter : Améliorer le classement en matière de consommation énergétique des immeubles d'habitation.

Indicateur de réalisation 2 à respecter :

- Projet visant à augmenter le nombre de ménages bénéficiant d'un conseil en énergie afin d'améliorer leur classement en matière de consommation énergétique ;
- Projet visant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

Critères de sélection 2 :

- Le projet participe à la mise en œuvre du PNR et de tout autre plan national ou international (*protocole de Kyoto ou stratégie Europe 2020*) dans le domaine des émissions CO₂ ;
- Projet visant à améliorer le classement en matière de consommation énergétique des immeubles d'habitation ;
- Projet visant à augmenter l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables dans le secteur du logement (ménages) ;
- Projet visant la sensibilisation, le conseil et l'assistance énergétique par l'Agence publique nationale « MyEnergy » pour les immeubles d'habitation privés – Mise en place d'« Infopoints » dans les communes ;
- Projet soutenant l'organisation annuelle du salon « MyEnergy Days » sur l'assainissement énergétique des immeubles d'habitation privés ;
- Projet prenant en compte le développement durable et/ou la protection de l'environnement dans les critères d'attribution du marché.

Priorité d'investissement e) : en favorisant des stratégies de développement à faibles émissions de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion de la mobilité urbaine multimodale durable et de mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer

Objectif spécifique à respecter : Augmenter le nombre de personnes utilisant des infrastructures de mobilité multimodale durable dans les zones urbaines.

Indicateur de réalisation à respecter :

- Projet visant à augmenter le nombre de projets de mobilité urbaine multimodale durable

Critères de sélection :

- Le projet participe à la mise en œuvre du PNR et de tout autre plan national ou international (*protocole de Kyoto ou stratégie Europe 2020*) dans le domaine des émissions CO₂ ;
- Projet visant à promouvoir de stratégie de développement à faibles émissions de carbone pour les zones urbaines, y compris la promotion de la mobilité urbaine durable et de mesures d'adaptation ;
- Projet visant à augmenter le nombre de personnes utilisant des infrastructures de mobilité multimodale durable dans les zones urbaines ;
- Projet visant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre dans les zones urbaines ;
- Projet visant à promouvoir et à réaliser des concepts d'électro-mobilité, de mobilité douce et de mobilité multimodale durable, particulièrement dans les zones urbaines, faisant partie de la stratégie globale pour une mobilité durable « *MoDu* » du MDDI ;
- Projet visant à soutenir certains lots innovants dans la réalisation d'un tramway électrique de 16 km avec 24 stations et 9 pôles d'échanges dans la Ville de Luxembourg ;
- Projet prenant en compte le développement durable et/ou la protection de l'environnement dans les critères d'attribution du marché.

2.6 Obligation de résultat (indicateurs de réalisation)

Chaque projet cofinancé par le FEDER est tenu de respecter une obligation de résultat.

Les résultats de chaque projet sont quantifiés à l'aide d'un nombre limité d'indicateurs de réalisation. Ils permettent de mesurer les progrès par rapport à la situation de départ et la réalisation des objectifs.

Les données primaires, correspondant aux différents indicateurs de réalisation, seront intégrées dans la convention à établir entre le bénéficiaire et l'autorité de gestion.

Le bénéficiaire est tenu à transmettre annuellement les indicateurs de réalisation à l'autorité de gestion. Tous les indicateurs seront ensuite intégrés et présentés dans les rapports annuels d'exécution, respectivement dans le rapport final adressés à la CE.

Le détail des indicateurs de réalisation est affiché dans le tableau ci-dessous. Chaque priorité d'investissement correspondant à un axe prioritaire, est reliée à au moins 1 indicateur de réalisation prédéfini.

Axe prioritaire	Priorité d'investissement	ID	Indicateur de réalisation	Unité de mesure
1 : Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation	PI a) : en améliorant les infrastructures de R&I et les capacités à développer l'excellence en R&I, et en faisant la promotion des centres de compétence, en particulier dans les domaines présentant un intérêt européen	25	Nombre de chercheurs travaillant dans des structures de recherche améliorées	Equivalents temps plein
	PI b) : en favorisant les investissements des entreprises dans la R&I, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, en favorisant en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'éco-innovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et en soutenant des activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologie à des fins générales.	29	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien pour lancer des produits nouveaux pour l'entreprise	Entreprises
		26	Nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche	Entreprises
2 : Soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone dans l'ensemble des secteurs	PI a) : en favorisant la production et la distribution d'énergies provenant de sources renouvelables	30	Capacités supplémentaires de production d'énergies renouvelables	MW
		34	Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre	Tonnes équivalent CO ₂
	PI c) : en soutenant l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics, et dans le secteur du logement	2c2	Nombre de ménages bénéficiant d'un conseil en énergie afin d'améliorer leur classement en matière de consommation énergétique	Ménages

		32	Diminution de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics	kWh/an
		34	Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre	Tonnes équivalent CO ₂
	PI e): en favorisant des stratégies de développement à faibles émissions de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion de la mobilité urbaine multimodale durable et de mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer	2.e	Nombre de projets de mobilité urbaine multimodale durable	Nombre

2.7 Convention

Suivant avis du Comité de sélection et décision finale du Ministre de l'Economie, l'autorité de gestion subordonne l'attribution de l'aide FEDER à la conclusion d'une convention entre le bénéficiaire et le Ministre de l'Economie.

Chaque convention spécifiera par projet les éléments suivants :

- la description du projet ;
- le plan de financement du projet, ainsi que la subvention FEDER ;
- les compétences et les responsabilités de toutes les parties impliquées, ainsi que les contrôles techniques à effectuer par les maîtres d'ouvrage ;
- le principe de tenir une comptabilité spécifique propre au projet ;
- les états à produire pour les autorités désignées (gestion et certification), ainsi que leur forme et leur fréquence ;
- les dépenses éligibles au co-financement, ainsi que les preuves d'éligibilité à apporter ;
- les règles à respecter en matière d'information et de communication des cofinancements communautaires ;
- un contrôle sur pièces et sur place est retenu, tel qu'il est prévu dans la législation communautaire ;
- les modalités et les sanctions que le bénéficiaire devra accepter en cas de détection d'erreurs, d'irrégularités ou de fraudes.

3. GÉRER UN PROJET FEDER

3.1 Tenir une comptabilité régulière et analytique

Pour satisfaire au principe de la piste d'audit, le bénéficiaire devra tenir une comptabilité régulière et analytique et conserver tous les documents justifiant les dépenses et recettes, ainsi que ceux relatifs, le cas échéant, aux passations des marchés publics en relation avec le projet FEDER. Ceci permet d'assurer qu'une même dépense n'est pas imputée à plusieurs projets et de générer ainsi un double financement.

Le bénéficiaire s'engage à conserver ces documents sous la forme d'originaux ou de versions certifiées conformes avec les originaux sur des supports de données généralement acceptés, et ce, jusqu'au **31.12.2028**, date jusqu'à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles de la Commission respectivement de la Cour des comptes européenne.

3.2 Pièces à fournir pour la déclaration des dépenses

Annuellement, le bénéficiaire est tenu de transmettre un relevé de dépenses, sous forme de fichier Excel, à l'Autorité de gestion. Les données ainsi remises seront utilisées et analysées par l'AG dans le cadre des contrôles sur place, qui se font dans les locaux du bénéficiaire. Un contrôle se fait normalement endéans une ou deux journées.

Les pièces à présenter à l'AG lors du contrôle sur place sont les suivantes (liste non exhaustive) :

Pour les frais directs :

- les originaux des factures
- les preuves de paiement (extraits bancaires)

Pour les frais généraux (indirects) :

- un document attestant le taux réel annuel des frais généraux imputable à la mise en œuvre du projet (le taux doit être calculé sur la base d'une méthode de calcul juste, équitable et vérifiable)
- le cas échéant, une certification attestant le taux des frais généraux annuel du projet par un bureau d'audit externe
- une liste comptable de tous les coûts inclus dans le calcul du taux des frais généraux

Pour les frais de personnel :

- les time-sheets, validés par le responsable RH ou de l'unité, de toutes les personnes travaillant sur le projet
- les fiches de salaires des personnes travaillant sur le projet (13^e mois inclus)
- les contrats de travail des personnes travaillant sur le projet
- une preuve de paiement des salaires (extrait bancaire)
- une certification attestant les frais de personnel annuels par projet réalisée par un bureau d'audit externe (le cas échéant)
- tout document officiel attestant les taux horaires des salariés (basé sur le coût réel)

Autres documents à présenter :

- les livrables produits (brochure, rapport, produit, service, brevet, etc...)
- tout document de valeur probante justifiant la réalité et la réalisation matérielle du projet
- les preuves d'information et de publicité FEDER (voir chapitre 3.9 de ce guide)
- tout document respectant les procédures de passation de marchés publics nationales et européennes (voir chapitre 3.6 de ce guide)
- tout document portant sur le cofinancement national et/ou privé (reçu ou preuve de paiement)

3.3 Traitement des recettes

- a. On entend par « *opération générant des recettes nettes* » des entrées de trésorerie provenant directement des utilisateurs pour les biens ou services fournis par l'opération, telles que les redevances directement supportées par les utilisateurs pour l'utilisation des infrastructures, la vente ou la location de terrains ou de bâtiments, ou les paiements effectués en contrepartie de services, déduction faite des frais d'exploitation et des coûts de remplacement du matériel à faible durée de vie qui sont supportés au cours de la période correspondante. Les économies de frais d'exploitation générées par l'opération sont traitées comme des recettes nettes, à moins qu'elles ne soient compensées par une réduction de même valeur des subventions aux frais d'exploitation.

Lorsque le coût d'investissement n'est pas intégralement éligible à un cofinancement, les recettes nettes sont allouées sur une base proportionnelle aux parties éligibles du coût d'investissement et à celles qui ne le sont pas.

- b. Les dépenses éligibles de l'opération à cofinancer à partir des Fonds sont réduites au préalable compte tenu du potentiel de l'opération en termes de génération de recettes nettes sur une période de référence donnée qui couvre à la fois la mise en œuvre de l'opération et la période après son achèvement.
- c. Les recettes nettes potentielles de l'opération sont déterminées à l'avance au moyen de l'une des méthodes ci-après, choisie par l'autorité de gestion d'un secteur, d'un sous-secteur ou d'un type d'opération:
- a) en appliquant un taux forfaitaire de recettes nettes au secteur ou au sous-secteur de l'opération conformément à ce qui est défini à l'annexe V ou dans l'un quelconque des actes délégués visés aux premier, troisième et quatrième alinéas.
 - b) en calculant les recettes nettes actualisées de l'opération, en tenant compte de la période de référence appropriée au secteur ou au sous-secteur de l'opération, de la rentabilité normalement escomptée pour la catégorie d'investissement concernée, de l'application du principe du pollueur-payeur et, s'il y a lieu, de considérations d'équité liées à la prospérité relative de l'État membre ou de la région en question.

La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 149 en ce qui concerne les ajustements techniques aux taux forfaitaires fixés à l'annexe V, eu égard aux données historiques et aux possibilités de recouvrement des coûts, ainsi qu'au principe du pollueur-payeur, le cas échéant.

La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 149 en ce qui concerne la fixation des taux forfaitaires applicables aux secteurs ou aux sous-secteurs dans les domaines des TIC, de la RDI ainsi que de l'efficacité énergétique. La Commission notifie ces actes délégués au Parlement européen et au Conseil au plus tard le 30 juin 2015.

En outre, la Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 149 en ce qui concerne l'ajout de secteurs ou de sous-secteurs, y compris de sous-secteurs pour les

secteurs à l'annexe V, relevant des objectifs thématiques définis au premier alinéa de l'article 9 et soutenus par les Fonds ESI.

Lorsque la méthode visée au point a) du premier alinéa est appliquée, toutes les recettes nettes générées par une opération au cours de sa mise en œuvre et après son achèvement sont considérées comme étant prises en compte par l'application du taux forfaitaire et ne sont donc pas déduites des dépenses éligibles de l'opération par la suite.

Lorsqu'un taux forfaitaire a été fixé pour un nouveau secteur ou sous-secteur à la suite de l'adoption d'un acte délégué conformément aux troisième et quatrième alinéas, une autorité de gestion peut choisir d'appliquer la méthode visée au point a) du premier alinéa pour les nouvelles opérations portant sur le secteur ou le sous-secteur concerné.

La Commission est habilitée à adopter des actes délégués en conformité avec l'article 149 en ce qui concerne l'établissement de la méthode visée au premier alinéa, point b). Lorsque cette méthode est appliquée, les recettes nettes générées par une opération au cours de sa mise en œuvre et provenant de sources de recettes non prises en compte lors du calcul des recettes nettes potentielles de l'opération, sont déduites des dépenses éligibles de l'opération, au plus tard lors de la demande de paiement final introduite par le bénéficiaire.

- d. La méthode par laquelle les recettes nettes sont déduites des dépenses de l'opération incluses dans la demande de paiement soumise à la Commission doit être établie conformément aux règles nationales.
- e. En lieu et place de l'application des méthodes visées au paragraphe 3, le taux de cofinancement maximal visé à l'article 60, paragraphe 1, peut, à la demande d'un État membre, être réduit au moment de l'adoption d'un programme relevant d'une priorité dans le cadre de laquelle toutes les opérations devant être soutenues pourraient appliquer un taux forfaitaire uniforme conformément au paragraphe 3, premier alinéa, point a). La réduction ne peut être inférieure au montant calculé en multipliant le taux de cofinancement maximal de l'Union applicable en vertu des règles spécifiques des Fonds, par le taux forfaitaire pertinent visé au paragraphe 3, premier alinéa, point a).

Lorsque la méthode visée au premier alinéa est appliquée, toutes les recettes nettes générées par une opération au cours de sa mise en œuvre et après son achèvement sont considérées comme étant prises en compte par l'application du taux de cofinancement réduit et ne sont donc pas déduites des dépenses éligibles de l'opération par la suite.

- f. Lorsqu'il n'est objectivement pas possible d'estimer les recettes au préalable conformément aux méthodes prévues au paragraphe 3 ou 5, les recettes nettes générées au cours des trois années suivant l'achèvement d'une opération ou au plus tard à la date limite pour la remise des documents pour la clôture du programme fixée dans les règles spécifiques des Fonds, si cette date est antérieure, sont déduites des dépenses déclarées à la Commission.
- g. Les paragraphes 1 à 6 ne s'appliquent pas:
 - a) aux opérations dont le coût total éligible avant l'application des paragraphes 1 à 6 ne dépasse pas 1.000.000 EUR;

- b) à l'aide remboursable en vertu d'une obligation de remboursement complet et aux prix
- c) à l'assistance technique;
- d) au soutien destiné à des instruments financiers ou provenant de ceux-ci;
- e) aux opérations pour lesquelles l'aide publique prend la forme de montants forfaitaires ou de barèmes standard de coûts unitaires;
- f) aux opérations mises en œuvre dans le cadre d'un plan d'action commun;

Nonobstant le premier alinéa, point a), du présent paragraphe, un État membre a la possibilité, lorsqu'il applique le paragraphe 5, d'inclure dans la priorité ou la mesure concernée les opérations dont le coût total éligible avant l'application des paragraphes 1 à 6 ne dépasse pas 1.000.000 EUR.

8. En outre, les paragraphes 1 à 6 ne s'appliquent pas aux opérations pour lesquelles le soutien apporté au titre du programme constitue:
- a) une aide de minimis;
 - b) une aide d'État compatible en faveur des PME, lorsqu'une limite s'applique à l'intensité ou au montant de l'aide d'État;
 - c) une aide d'État compatible, lorsqu'une vérification individuelle des besoins de financement a eu lieu conformément aux règles applicables en matière d'aides d'État.

Sans préjudice du premier alinéa, une autorité de gestion peut appliquer les dispositions des paragraphes 1 à 6 aux opérations qui relèvent du premier alinéa, points a) à c) du présent paragraphe lorsque les règles nationales le prévoient.

3.4 Gestion et traitement des frais généraux

Les frais généraux (coûts indirects) constituent des dépenses éligibles à condition qu'ils soient fondés sur des **coûts réels imputables** à la mise en œuvre de l'opération concernée.

Ils peuvent *également* être calculés au moyen de l'un des taux forfaitaires suivants:

- un **taux forfaitaire maximal de 25% des coûts directs éligibles**, sous réserve que le taux soit calculé sur la base d'une méthode de calcul juste, équitable et vérifiable ou d'une méthode appliquée au titre des régimes de subventions financés entièrement par l'État membre pour le même type d'opération et de bénéficiaire;
- un **taux forfaitaire maximal de 15% des frais de personnel directs éligibles**, sans que l'État membre ne soit tenu d'exécuter une méthode de calcul pour déterminer le taux applicable;
- un **taux forfaitaire appliqué aux coûts directs éligibles sur la base de méthodes existantes** et de taux correspondants applicables dans les politiques de l'Union pour un même type d'opération et de bénéficiaire.

Le pouvoir est conféré à la Commission d'adopter, conformément à l'article 149, des actes délégués concernant la fixation du taux forfaitaire et des méthodes y afférentes visés au premier alinéa, point c) de l'article 68 du règlement (UE) n°1303/2013.

3.5 Gestion et traitement des frais de personnel

Les frais de personnel sont éligibles à condition qu'ils soient fondés sur des coûts réels imputables à la mise en œuvre de l'opération concernée. Pour la détermination des frais de personnel liés à la mise en œuvre d'une opération, il est possible de calculer le taux horaire applicable en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts par 1 720 heures.

3.6 Respect de la loi sur les marchés publics

Travaux, acquisition de fournitures ou recours à des prestations de service sont soumis aux règles relatives aux marchés publics telles que définies par la **loi sur les marchés publics et le règlement grand-ducal du 8 avril 2018**. Le respect de la législation permet d'assurer le respect des principes liés à la transparence, l'équité de traitement des concurrents et l'égalité des chances ainsi que le recours à la concurrence.

A ce sujet, le bénéficiaire est tenu de présenter un relevé de la passation des marchés publics avec copies des délibérations en question. Il est obligatoire de conserver les pièces indiquées dans la liste non limitative mentionnée ci-dessous:

- les copies des publications des appels d'offres dans les journaux nationaux et/ou dans le Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) (avis de marché, avis d'attribution de marché, etc...)
- le cahier des charges
- les différentes offres reçues
- le procès-verbal d'ouverture et examen des offres
- les comptes-rendus des réunions des comités de sélection/attribution
- les analyses des différentes offres reçues
- la décision finale d'attribution
- les copies des courriers d'information aux entreprises non retenues
- le contrat avec l'entreprise choisie
- tous les documents justifiant l'exclusion d'un soumissionnaire
- tous les documents justifiant le recours à une procédure exceptionnelle (procédure restreinte, marché négocié, etc...)
- tous les documents justifiant de l'estimation de la valeur d'un marché avant le lancement de la procédure.

3.7 Aide d'Etat

L'AG informe les bénéficiaires potentiels (Organismes de recherche, entreprises privées/publiques ou toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique et de son mode de financement) que les cofinancements FEDER peuvent contenir un élément d'aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dans la mesure où ils sont considérés comme des ressources d'origine étatique et si par ailleurs l'ensemble des conditions posées par l'article précité sont remplies.

Les cofinancements s'apprécient en fonction des textes applicables en la matière dont notamment, le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (L. 187/1) ainsi que l'encadrement des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation (2014/C 198/01), sans préjudice de l'utilisation et du respect des règles posées par le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (JO L 352 du 24.12.2013).

3.8 Respect des politiques horizontales communautaires

Le bénéficiaire est tenu à veiller à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la perspective de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de la mise en œuvre du projet.

Il prend également les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, la race et l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle et en particulier l'accessibilité pour les personnes handicapées doit être prise en compte tout au long de la préparation et de la mise en œuvre du projet.

Le bénéficiaire veille à promouvoir les exigences en matière de protection environnementale, l'utilisation rationnelle des ressources, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci, la biodiversité, la résilience face aux catastrophes ainsi que la prévention et la gestion des risques lors de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet.

3.9 Obligation d'information et de communication

Le bénéficiaire a la responsabilité de donner au public des informations sur le projet et le soutien octroyé à l'opération par le FEDER et à assurer la communication.

L'acceptation d'un cofinancement FEDER vaut également acceptation de l'inscription sur la liste des projets publiée conformément à l'article 115, paragraphe 2 sur le portail internet www.fonds-europeens.public.lu.

Les caractéristiques techniques des mesures d'information et de communication concernant les projets sont indiquées dans le chapitre II du règlement d'exécution (UE) n°821/2014 de la Commission du 28 juillet 2014. L'annexe II dudit règlement décrit les normes graphiques pour la création de l'emblème de l'Union et la définition des coloris normalisés.

RESPONSABILITES D'INFORMATION ET COMMUNICATION DU BENEFICIAIRE

Les articles énumérés ci-dessous sont extraits de l'annexe XII, point 2.2 du règlement (UE) n°1303/2013 :

1. Toute action d'information et de communication menée par le bénéficiaire fait mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération comme suit:

- a) l'emblème de l'Union est affiché conformément aux caractéristiques techniques énoncées dans l'acte d'exécution adopté par la Commission en application de l'article 115, paragraphe 4, et est assorti d'une référence à l'Union;
- b) il est fait référence au Fonds ou aux Fonds ayant soutenu l'opération.

Lorsqu'une action d'information ou de publicité a trait à une opération ou à plusieurs opérations cofinancées par plusieurs Fonds, la référence visée au point b) peut être remplacée par une référence aux Fonds ESI.

2. Pendant la mise en oeuvre d'une opération, le bénéficiaire informe le public du soutien obtenu des Fonds en:

- a) fournissant sur son éventuel site web une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau de soutien, de sa finalité et de ses résultats mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union;
- b) apposant, pour les opérations ne relevant pas des points 4 et 5, au moins une affiche présentant des informations sur le projet (dimension minimale: A3), dont le soutien financier octroyé par l'Union, en un lieu aisément visible par le public, tel que l'entrée d'un bâtiment.

3. Pour les opérations soutenues par le FSE, et, lorsque cela s'impose, pour les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion, le bénéficiaire s'assure que les participants à l'opération ont été informés du financement de l'opération par les Fonds.

Tout document relatif à la mise en oeuvre d'une opération qui est destiné au public ou aux participants, y compris toute attestation de participation ou autre, comprend une mention indiquant que le programme opérationnel a été soutenu par le ou les Fonds concernés.

4. Pendant la mise en oeuvre d'une opération soutenue par le FEDER ou le Fonds de cohésion, le bénéficiaire appose, en un lieu aisément visible du public, un panneau d'affichage temporaire de dimensions importantes pour toute opération de financement d'infrastructures ou de constructions pour lesquelles l'aide publique totale octroyée dépasse 500.000 EUR.

5. Au plus tard trois mois après l'achèvement d'une opération, le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent de dimensions importantes, en un lieu aisément visible du public, si l'opération satisfait aux critères suivants:

- a) l'aide publique totale octroyée à l'opération dépasse 500.000 EUR;
- b) l'opération porte sur l'achat d'un objet matériel ou sur le financement de travaux d'infrastructure ou de construction.

La plaque ou le panneau indiquent le nom et le principal objectif de l'opération. Leur réalisation répond aux caractéristiques techniques adoptées par la Commission conformément à l'article 115, paragraphe 4 du règlement (UE) n°1303/2013.

**CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES ACTIONS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION POUR LES
OPÉRATIONS ET INSTRUCTIONS RELATIVES À LA CRÉATION DE L'EMBLÈME DE L'UNION ET À LA
DÉFINITION DES COLORIS NORMALISÉS**

Les articles énumérés ci-dessous sont extraits du chapitre II du règlement (UE) n°821/2014 :

Article 3

Instructions relatives à la création de l'emblème et définition des coloris normalisés

L'emblème de l'Union est créé conformément aux normes graphiques figurant à l'annexe II du règlement d'exécution (UE) n°821/2014.

Article 4

Caractéristiques techniques pour l'affichage de l'emblème de l'Union et la mention des Fonds qui soutiennent l'opération

1. L'emblème de l'Union visé à la section 2.2, paragraphe 1, point a), de l'annexe XII du règlement (UE) no 1303/2013 est affiché en couleurs sur les sites web. Dans les autres médias, la couleur est utilisée chaque fois que cela est possible et une version monochrome ne peut être utilisée que dans des cas justifiés.
2. L'emblème de l'Union est toujours clairement visible et placé bien en évidence. Son emplacement et sa taille sont adaptés à la taille du matériel ou du document utilisé. L'obligation de mentionner le Fonds ne s'applique pas aux petits objets promotionnels.
3. Lorsque l'emblème et la mention de l'Union et du Fonds concerné sont affichés sur un site internet:
 - a) l'emblème et la mention de l'Union sont visibles dès l'arrivée sur le site dans la zone d'affichage d'un dispositif numérique, sans que l'utilisateur doive faire défiler la page;
 - b) la référence au Fonds concerné doit apparaître sur le même site internet.
4. Le terme «Union européenne» figure toujours en toutes lettres. Le nom d'un instrument financier inclut une référence au fait qu'il bénéficie du soutien des Fonds ESI. La police de caractères à utiliser avec l'emblème de l'Union peut être l'une des suivantes: Arial, Auto, Calibri, Garamond, Trebuchet, Tahoma, Verdana, Ubuntu. L'italique, le soulignement et les effets ne peuvent pas être utilisés. La position du texte par rapport à l'emblème de l'Union n'interfère en aucune façon avec l'emblème de l'Union. La taille des caractères utilisée est proportionnée à la taille de l'emblème. La couleur de la police de caractère est Reflex Blue, noir ou blanc selon la couleur du fond.
5. Si d'autres logos sont affichés en plus de l'emblème de l'Union, celui-ci a au moins la même taille, en hauteur ou en largeur, que le plus grand des autres logos.

Article 5

Caractéristiques techniques des plaques permanentes et des panneaux d'affichage temporaires ou permanents

1. Le nom de l'opération, l'objectif principal de l'opération, l'emblème de l'Union et la mention de l'Union et du ou des Fonds devant figurer sur le panneau d'affichage temporaire visé à la section 2.2, point 4, de l'annexe XII du règlement (UE) no 1303/2013 occupent au moins 25 % de la surface du panneau.
2. Le nom de l'opération et l'objectif principal de l'activité soutenue par l'opération, l'emblème de l'Union et la mention de l'Union et du ou des Fonds devant figurer sur la plaque ou le panneau d'affichage permanents visés à la section 2.2, point 5, de l'annexe XII du règlement (UE) no 1303/2013 occupent au moins 25 % de la surface de la plaque ou du panneau d'affichage.

*NORMES GRAPHIQUES POUR LA CREATION DE L'EMBLEME DE L'UNION ET LA DEFINITION DES COLORIS
NORMALISES*

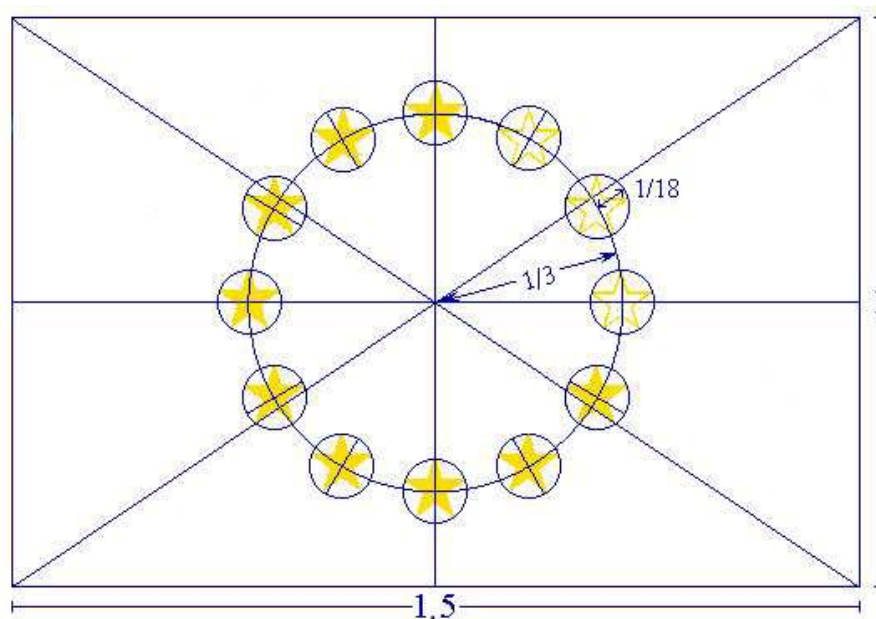
DESCRIPTION SYMBOLIQUE

Sur le fond bleu du ciel, douze étoiles d'or forment un cercle figurant l'union des peuples d'Europe. Le nombre d'étoiles est invariable, douze étant le symbole de la perfection et de l'unité.

DESCRIPTION HÉRALDIQUE

Sur fond azur, un cercle composé de douze étoiles d'or à cinq rais dont les pointes ne se touchent pas.

DESCRIPTION GÉOMÉTRIQUE



L'emblème est constitué par un rectangle bleu dont le battant a une fois et demi la longueur du guindant. Les douze étoiles d'or s'alignent régulièrement le long d'un cercle non apparent, dont le centre est situé au point de rencontre des diagonales du rectangle. Le rayon de ce cercle est égal au tiers de la hauteur du guindant. Chacune des étoiles à cinq branches est construite dans un cercle non apparent, dont le rayon est égal à un dix-huitième de la hauteur du guindant. Toutes les étoiles sont disposées verticalement, c'est-à-dire avec une branche dirigée vers le haut et deux branches s'appuyant sur une ligne non apparente, perpendiculaire à la hampe. Les étoiles sont disposées comme les heures sur le cadran d'une montre. Leur nombre est invariable.

COULEURS RÉGLEMENTAIRES

Les couleurs de l'emblème sont les suivantes:

- PANTONE REFLEX BLUE pour la surface du rectangle,
- PANTONE YELLOW pour les étoiles.

REPRODUCTION EN QUADRICROMIE

Si le procédé d'impression par quadrichromie est utilisé, recréer les deux couleurs normalisées en utilisant les quatre couleurs de la quadrichromie.

Le PANTONE YELLOW est obtenu avec 100 % de «Process Yellow».

Le PANTONE REFLEX BLUE est obtenu en mélangeant 100 % de «Process Cyan» avec 80 % de «Process Magenta».

SITE INTERNET

Dans la palette web, PANTONE REFLEX BLUE correspond à la couleur RGB: 0/51/153 (hexadécimal: 003399) et PANTONE YELLOW à la couleur RGB: 255/204/0 (hexadécimal: FFCC00).

REPRODUCTION EN MONOCHROMIE

Avec du noir: entourer la surface du rectangle d'un filet noir et insérer les étoiles, toujours en noir, sur fond blanc.



Avec du bleu (Reflex Blue), utiliser cette couleur à 100 % pour le fond, avec les étoiles obtenues en négatif blanc.



REPRODUCTION SUR FOND DE COULEUR

Au cas où il serait impossible d'éviter un fond de couleur, entourer le rectangle d'un bord blanc, d'une épaisseur égale à un vingt-cinquième de la hauteur du rectangle. 29.7.2014 L 223/18 Journal officiel de l'Union européenne FR



3.10 Contrôles de l'autorité de gestion

Chaque projet fera obligatoirement l'objet d'un ou plusieurs contrôles sur place par l'autorité de gestion. Le maximum de dépenses et pièces justificatives de paiement seront contrôlées, tamponnées et datées par un membre de l'autorité de gestion, respectivement de l'assistance technique.

Conformément au principe de proportionnalité, le taux de contrôle sera significatif en fonction de la taille du projet et du risque estimé.

En ce qui concerne les frais de personnel, l'autorité de gestion déterminera un taux de couverture adéquat, selon la taille et la durée du projet, tant au niveau du personnel à contrôler, que des heures de travail, des fiches de salaires ou encore des contrats, afin de tendre vers un niveau de risque acceptable.

L'autorité de gestion tiendra compte notamment, pour la détermination du taux, de toute certification établie par une fiduciaire ou une société de révision et de l'expérience du bénéficiaire dans la gestion de projets cofinancés par le FEDER. Le contrôle sur place se fait à partir de pièces d'origine. Une copie de chaque pièce justificative contrôlée sur place est classée dans le dossier du projet et archivée à l'intérieur des locaux de l'AG.

3.11 Envoi d'une déclaration d'assurance

Après chaque présentation de dépenses à l'AG, le bénéficiaire est tenu de remettre une déclaration d'assurance attestant que les dépenses déclarées ne bénéficient d'aucune autre subvention communautaire excluant tout risque de surfinancement, dans le respect des principes d'additionnalité et de complémentarité.

Le bénéficiaire atteste, le cas échéant, avoir sollicité les aides publiques indiquées au plan de financement prévisionnel du projet détaillé dans le dossier de candidature et archive les décisions relatives aux aides publiques sollicitées. Au plus tard au moment de la demande de solde, celui-ci devra présenter, sur sollicitation de l'autorité de gestion, les preuves des versements des aides obtenues.

En cas de modification du plan de financement initial, il est rappelé que le bénéficiaire devra informer l'autorité de gestion et respecter le taux maximum d'aide publique autorisé. Le bénéficiaire certifie par ailleurs respecter les politiques communautaires, notamment les procédures de passation des marchés publics, l'égalité des chances, la protection de l'environnement, les règles de concurrence et les obligations d'information et de publicité FEDER.

Le bénéficiaire atteste en outre que l'avancement du projet, tant physique que financier, est conforme aux objectifs fixés lors de la candidature et dans la convention. Le bénéficiaire certifie enfin que les dépenses sont réelles, conformes aux stipulations de la convention afférente, et que le relevé de dépenses et de recettes est véridique, correct et complet, et de manière générale que les dépenses sont raisonnables et satisfont au principe de bonne gestion financière, notamment d'économie et de rapport coût-efficacité.

La déclaration d'assurance est téléchargeable sous la rubrique « Formulaires » sur le site Internet www.fonds-europeens.public.lu.

3.12 Autres contrôles possibles des entités nationales et/ou communautaires

Afin d'assurer une utilisation correcte des fonds publics communautaires, le projet pourrait faire l'objet d'autres contrôles sur place et sur pièces effectués notamment par les instances suivantes :

- L'autorité de certification (Direction du budget et de l'administration – Ministère de l'Economie)
- L'autorité d'audit (Inspection Générale des Finances – Ministère des Finances)
- La Commission européenne
- La Cour des comptes européenne

Le bénéficiaire sera, le cas échéant, informé en avance par l'autorité de gestion FEDER.

3.13 Comité d'accompagnement

A la demande de l'autorité de gestion et en accord avec le bénéficiaire, un comité d'accompagnement peut être réuni une fois par an. Il se compose de membres de l'autorité de gestion, d'éventuels experts indépendants et de représentants du bénéficiaire.

L'objet du comité est d'informer l'autorité de gestion de l'avancement opérationnel et financier du projet, de présenter la cohérence du projet avec les objectifs initiaux, les indicateurs de réalisation et le contrat de performance.

Après la réunion du comité d'accompagnement, le bénéficiaire est tenu de remettre à l'AG un rapport écrit indiquant les objectifs, les résultats déjà atteints, les indicateurs de réalisation, ainsi qu'une brève auto-évaluation de son projet.

3.14 Utilisation de la plateforme de gestion Internet

Le bénéficiaire est tenu de gérer son projet FEDER à travers une plateforme de gestion Internet, dont l'accès est garanti par une certification d'authentification électronique « LUXTRUST ». Le code d'accès à la plateforme devra être demandé auprès de l'AG via le site Internet www.fonds-europeens.public.lu.

LUXTRUST garantit l'identité et la confidentialité sans équivoque du bénéficiaire qui se connecte à la plateforme de gestion par le biais d'une signature électronique.

Cette plateforme informatique permet au bénéficiaire de gérer l'ensemble des opérations de son projet FEDER en ligne et de façon centralisée et d'effectuer les actions suivantes :

- saisir et envoyer la fiche de candidature
- saisir et envoyer la déclaration d'assurance
- saisir et envoyer la demande de remboursement
- saisir et envoyer le relevé de factures
- envoyer le rapport annuel et/ou final
- communiquer les indicateurs de réalisation
- remettre des documents quelconques
- suivre les paiements FEDER en ligne

4. OBTENIR LA SUBVENTION FEDER

4.1 Envoi d'une demande de remboursement FEDER

Le paiement de la contribution FEDER se fera sur présentation à l'autorité de gestion d'une « Demande de remboursement FEDER », qu'il échoit de présenter périodiquement. Une présentation annuelle est préconisée, ce délai étant fourni à titre purement indicatif.

Le paiement sera sujet à une appréciation positive de la demande de remboursement par l'autorité de gestion. Il se fera de manière prompte et sous réserve de la disponibilité des crédits communautaires. Le cas échéant, il pourra se faire en plusieurs tranches.

La contribution FEDER sera virée sur un compte bancaire ou postal à indiquer par le bénéficiaire sur la demande de remboursement.

Cette dernière est à télécharger sous la rubrique « Formulaires » du site Internet www.fonds-europeens.public.lu.

4.2 Rédaction d'un rapport annuel

Le bénéficiaire est tenu d'introduire sur toute la durée du projet et annuellement, de préférence pour mi-mars, un rapport sur l'avancement matériel du projet, et le cas échéant sur son avancement financier ainsi que sur l'évolution des indicateurs repris dans la fiche de candidature et ce tant que le projet n'est pas achevé.

En cas d'achèvement du projet, un rapport final est requis. (voir chapitre 5)

5. CLÔTURER UN PROJET FEDER

5.1 Rédaction d'un rapport final

En cas d'achèvement du projet et afin de libérer le solde de la subvention FEDER, l'autorité de gestion requiert un rapport final signé et daté avec les éléments non exhaustifs suivants :

- Contexte et objectif du projet
- Evolution matérielle du projet (réalisations, acquisitions, actions menées, etc...)
- Résultats obtenus
- Décompte financier final (budget initial – budget final)
- Indicateurs de réalisation
- Recettes à déclarer
- Difficultés rencontrées (le cas échéant)
- Auto-évaluation et impact du projet et des résultats
- Documentation des actions d'information et de communication

5.2 Archivage des pièces justificatives

Pour satisfaire au principe de la piste d'audit, le bénéficiaire devra tenir, dans un état distinct de sa comptabilité, les documents justifiant les dépenses et recettes, ainsi que ceux relatifs le cas échéant aux passations des marchés publics en question.

Le bénéficiaire s'engage à conserver ces documents sous la forme d'originaux ou de versions certifiées conformes avec les originaux sur des supports de données généralement acceptés, et ce, jusqu'au **31.12.2028**, date jusqu'à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles de la Commission respectivement de la Cour des comptes européenne.

6. RÉSILIATION DE LA CONVENTION FEDER

6.1 Non-respect des obligations communautaires

L'autorité de gestion se réserve le droit de résilier la convention FEDER en cas de non-respect par le bénéficiaire des obligations essentielles prévues dans celle-ci.

Au cas où un contrôle ferait apparaître que tout ou partie des sommes versées n'ont pas été utilisées conformément à la convention, l'autorité de gestion peut arrêter ou suspendre le virement du FEDER et/ou réclamer le remboursement total ou partiel et sans délai des contributions FEDER augmentées des intérêts de retard au taux légal en vigueur à compter de la 1^{ère} demande demeurée infructueuse.

6.2 Irrégularités et fraudes

« **L'irrégularité** » est définie dans l'article 2 du règlement (UE) n°1303/2013 comme: « toute violation du droit de l'Union ou du droit national relatif à son application résultant d'un acte ou d'une omission d'un opérateur économique participant à la mise en œuvre des Fonds ESI, qui a ou aurait pour effet de porter préjudice au budget de l'Union européenne par l'imputation au budget de l'Union d'une dépense induue. »

Chaque dépense irrégulière, constatée par l'autorité de gestion, sera documentée et communiquée à l'autorité de certification par le biais d'un rapport de contrôle et d'un relevé des dépenses irrégulières constatées, conformément aux articles 122 et 143 du règlement (UE) 1303/2013.

D'après la Convention relative à la protection des intérêts des Communautés européennes, adopté par le Conseil le 26 juillet 1995, est constitutif « **d'une fraude** » portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes :

- a) en matière de *dépenses*, tout acte ou omission intentionnel relatif :
- à l'utilisation ou à la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets, ayant pour effet la perception ou la rétention induue de fonds provenant du budget général des Communautés européennes ou des budgets gérés par les Communautés européennes ou pour leur compte
 - à la non-communication d'une information en violation d'une obligation spécifique, ayant le même effet,
 - au détournement de tels fonds à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont initialement été octroyés.

b) en matière de *recettes*, tout acte ou omission intentionnel relatif :

- à l'utilisation ou à la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets, ayant pour effet la diminution illégale de ressources du budget général des Communautés européennes ou des budgets gérés par les Communautés européennes ou pour leur compte,
- à la non-communication d'une information en violation d'une obligation spécifique, ayant le même effet,
- au détournement d'un avantage légalement obtenu, ayant le même effet.

La fraude appelle l'application de moyens de répression beaucoup plus forts et l'implication du système judiciaire, tandis que pour les irrégularités, l'accent est plutôt mis sur la régularisation financière de la situation.

L'autorité de gestion FEDER s'engage à maintenir des normes juridiques, éthiques et morales élevées, à respecter les principes d'intégrité, d'objectivité et d'honnêteté et veut être considérée comme opposée à la fraude et la corruption dans la conduite de ses activités. Conformément aux dispositions prévues à l'article 125 paragraphe 4 c), l'Autorité de gestion veille à mettre en place des mesures antifraude efficaces et proportionnées en tenant compte des risques identifiés eu égard notamment à la taille du pays et du degré de décentralisation.

En cas de fraude présumée ou établie, des mesures adéquates seront prises par l'Autorité de gestion qui procédera sans tarder à un signalement à l'autorité judiciaire compétente en coordination avec l'autorité d'audit et informera dans les mêmes délais la Commission européenne et l'OLAF tout en veillant à suspendre le financement européen et à engager le cas échéant une procédure de récupération des fonds versés en cas de condamnation du bénéficiaire conformément aux dispositions pénales nationales applicables grâce à un processus suivi de toute suspicion de fraude.

6.3 Modification du projet

Si dans un délai de cinq ans, à compter de la date d'achèvement, intervient une modification importante affectant sa nature ou les conditions de sa mise en œuvre ou procurant un avantage indu à une entreprise ou à un organisme public et résultant soit d'un changement dans la nature de la propriété d'un élément d'infrastructure, soit de l'arrêt d'une activité de production, l'autorité de gestion est en droit de demander le remboursement de la contribution FEDER.